

Lutte Ouvrière

Mensuel de Lutte Ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

*Communiste le
PCR ?*

Page 3

*BTP : Rage
patronale
contre les
grévistes*

Page 4

*La droite locale
telle qu'elle a
toujours été*

Page 5

*Madagascar
Corruption et
exploitation
impérialiste*

Page 7

*Meeting et dîner
dansant de Lutte
Ouvrière
le 15 octobre*

Faire entendre le camp des travailleurs



Servir de marchepied à un politicien bourgeois ou faire entendre le camp des travailleurs ?

La fête de l'Humanité, le journal du Parti communiste français, s'est tenue en région parisienne bien loin de chez nous, mais ce qui s'y est dit nous concerne. S'y sont montrés de nombreux prétendants de gauche à l'élection présidentielle. C'est entre tous ces gens-là, ex-ministres d'un gouvernement socialiste que sortira un ou deux candidats qui solliciteront nos suffrages.

Pour l'heure, du côté du PCF, aucune candidature ne se dessine. Alors que de plus en plus de travailleurs ont compris qu'ils avaient autant d'ennemis chez les politiciens de gauche que chez ceux de droite, que leur dit la direction du PCF ? Qu'il faut rassembler la gauche et lui trouver un candidat unique !

Pierre Laurent, le secrétaire national du PCF, est prêt à soutenir ce candidat, sans même exiger de lui quoi que ce soit pour les travailleurs. Il le voit même parmi les Montebourg, Duflot, Hamon, tous anciens ministres de Hollande.

A-t-il oublié qu'ils ont tous été les exécutants de la politique de Hollande ? Qu'ils ont applaudi au pacte de responsabilité et à tous les cadeaux patronaux ? Qu'ils se sont félicités des accords de compétitivité imposés aux travailleurs à coups de chantage patronal ? Les ouvriers, ceux qui ont perdu leur emploi, eux, ils ne l'oublient pas !

Aujourd'hui, Montebourg dénonce le « laisser-faire » du gouvernement et le rend coresponsable de la fermeture programmée d'Alstom à Belfort, mais qu'a-t-il fait lui-même pour empêcher celle de l'usine Citroën d'Aulnay ? Il a gesticulé pour sauver Florange mais il a fini par se coucher devant Mittal..

Exactement comme il l'a fait avec Mitterrand puis avec Jospin, le PCF veut recréer des illusions dans la gauche gouvernementale et refaire une virginité à des politiciens, qui pensent en bourgeois et sont attachés à l'ordre bourgeois.

Et Jean-Luc Mélenchon est aussi à ranger dans cette catégorie. Il prétend, comme tous les autres,

avoir une politique pour la « France » en occultant le fait essentiel pour le monde du travail : la lutte de classe acharnée que mène le patronat pour faire reculer les salaires, les conditions de travail et aggraver l'exploitation.

Les travailleurs qui se battent au jour le jour pour leurs intérêts vitaux le savent : il n'y a pas d'entre deux. Le grand patronat mène ses attaques de façon impitoyable pour ses profits et sa rentabilité. Pour être du côté de la classe ouvrière, il faut être contre le grand capital. Il faut être résolu à combattre ses profits, il faut se préparer à lui faire la guerre.

Mélenchon est en guerre contre beaucoup de choses, contre les traités européens, contre la politique de l'Allemagne, contre les États-Unis, mais pas contre le grand patronat, pas contre son pouvoir sur l'économie, pas contre le système d'exploitation qui est à la base de la condition ouvrière.

Les politiciens qui ne s'engagent pas à faire payer la bourgeoisie et à s'appuyer sur les travailleurs mobilisés pour le faire se destinent à servir la bourgeoisie. C'est sur cette base que les travailleurs peuvent juger qui sont leurs amis et leurs faux-amis. Et c'est cette boussole de classe que le PCF s'acharne à casser.

Les perspectives politiques du PCF ne sont pas fondées sur les intérêts et les luttes du monde ouvrier. Elles sont fonction des alliances électoralistes censées préserver ses élus à l'Assemblée nationale ou dans les collectivités territoriales. Ce sont des calculs stériles, illusoire et démoralisants pour ses propres militants. C'est ce qui a affaibli le mouvement ouvrier et créé le désarroi politique que l'on connaît dans les classes populaires.

La campagne présidentielle à venir peut servir au combat des travailleurs si elle est l'occasion de faire avancer la conscience ouvrière. Cela commence par affirmer clairement les intérêts matériels et politiques des travailleurs. Par affirmer la nécessité de prendre sur les profits pour répartir le travail, augmenter les salaires et les petites retraites.

Communiste le PCR ?

Être communiste, c'est partir de cette constatation évidente : la société est divisée en classes sociales aux intérêts opposés, d'un côté une bourgeoisie qui possède tous les moyens de production et de l'autre des travailleurs qui n'ont que leur force de travail. Être communiste c'est être dans le camp des classes laborieuses et vouloir leur émancipation. Être communiste c'est non seulement être solidaire des combats du monde ouvrier mais tout faire pour lui donner des objectifs qui accroissent sa conscience de classe. La bourgeoisie a une conscience aigüe de ses intérêts et fait tout pour les défendre et les accroître. Aux travailleurs d'avoir une conscience aussi acérée dans la défense de leurs intérêts propres, opposés à ceux de la classe capitaliste.

Le moins que l'on puisse dire c'est que le Parti communiste réunionnais n'a pas de tels objectifs malgré le nom qui est encore le sien. Qu'on en juge. Lors d'une conférence de presse qui s'est tenue le 30 août, Paul Vergès sénateur et leader du PCR a réagi sur ce qu'il juge être « un débat décisif » pour La Réunion, à savoir la présentation devant l'Assemblée nationale le 4 octobre du projet de loi sur « l'Égalité Réelle ». Pour Vergès, l'enjeu de ce texte serait tel qu'il a tenu à faire part de ses propositions à Hollande qui aurait trouvé « utile » sa contribution. Vergès espère donc que le gouvernement va tenir compte d'un certain nombre de « préalables » parmi lesquels la question de la « surrémunération » des fonctionnaires qui serait la « principale inégalité » dont souffrirait La Réunion. Dans les propos de Vergès l'exploitation patronale et tous les maux qui vont avec sont oubliés. Ils sont remplacés par la prime de vie chère des fonctionnaires que Vergès juge insupportable, mais dont la suppression ne peut aboutir qu'à un nivellement des revenus salariés vers le bas.

Vergès et le PCR se défendent de vouloir supprimer la « prime de vie chère ». Ils veulent, disent-ils, un transfert de cette prime vers un fond d'épargne destiné à relancer l'économie de La Réunion. Un objectif là encore favorable au patronat.

Vergès et son parti gommant les différences entre les classes sociales, ce qui leur permet

d'appeler au rassemblement pour un front réunionnais regroupant toutes les composantes sociales de l'île, en sachant fort bien qu'il n'y pas d'égalité entre les capitalistes et les travailleurs.

Vergès attache de l'importance au projet de loi sur l'égalité réelle qui représente selon lui « un défi pour les vingt-cinq prochaines années ». Quel optimisme pour un projet de loi qui se borne pour l'instant à des généralités sur la nécessité de « garantir aux citoyens des outre-mer les mêmes opportunités que celles prévalant en France hexagonale », tout en précisant que « l'égalité réelle ne se décrète pas (...) Qu'elle est un processus que les politiques publiques doivent contribuer à atteindre »...dans dix ou vingt ans ! Il n'y a là aucune mesure concrète qui laisserait penser que le gouvernement a l'intention de réduire les inégalités entre La Réunion et la métropole. D'ailleurs que peut-on espérer d'un gouvernement qui, par sa politique contribue à produire plus d'inégalités en creusant l'écart entre les travailleurs et la bourgeoisie qu'il protège ?

Même s'il souligne dans ses discours et ses interventions la gravité de la situation sociale à La Réunion marquée par un taux de chômage et d'illettrisme élevé, par une proportion importante de familles qui vivent sous le seuil de pauvreté, Vergès se garde bien d'en désigner les responsables : les capitalistes qui vivent en sangsues sur le dos des travailleurs et tous les gouvernants qui sont à leur service. Au contraire, il défend le « pacte de responsabilité », le CICE « difficilement accessible pour les entreprises ultramarines » regrette-t-il, ou revendique plus d'allègement de charges « qui pèsent sur les entreprises », c'est-à-dire des cadeaux par millions pour les capitalistes.

La politique du PCR loin d'éclairer leur conscience, pousse les travailleurs à faire confiance à leurs ennemis de classe. Un parti qui se placerait résolument dans le camp des travailleurs et des plus pauvres leur expliquerait, au contraire, qu'il n'y a pas d'autres voies que celle de la lutte pour obliger les capitalistes à prendre sur leurs profits pour augmenter les salaires, créer les emplois en nombre suffisant.

Ce chemin n'est pas celui du PCR.

NRL : non aux licenciements !

Le 9 août dernier, les représentants de l'entreprise Eiffage annonçaient l'arrêt d'une partie du chantier de la Nouvelle Route du Littoral (NRL). Le prétexte avancé était que l'alimentation en roches massives n'étant plus assurée par les carrières existantes, il faudra en ouvrir d'autres avec un temps d'attente d'un an et demi avant le début de leur exploitation. Les patrons ont fait planer la menace de dizaines de licenciements et, dans l'immédiat, en ont annoncé sept touchant des travailleurs en CDD.

La NRL dont le chantier a été lancé par la majorité de droite du Conseil régional en 2014 se révèle non seulement un gouffre financier, avec un coût minimum affiché de 1,6 milliard d'euros, mais aussi une opération particulièrement mal préparée.

Les carrières destinées à fournir les roches de remblai ont été soit contestées par les populations des zones concernées, soit par les associations opposées à la route, soit par des écologistes. Des solutions de rechange pour se fournir en roches à Madagascar ont été suggérées par des capitalistes réunionnais ayant des intérêts dans ce pays ; suggestions qui ont abouti à un flop retentissant.

Suite à cela des propriétaires fonciers de La Réunion ainsi que les patrons transporteurs se sont lancés dans un lobbying débridé auprès de la

Région pour ouvrir des carrières un peu partout dans l'île. Mais l'ouverture de ces nouvelles carrières retardant l'avancée du chantier, les patrons intervenant sur la NRL ont décidé de le suspendre sur certains tronçons... et d'en faire supporter les conséquences aux travailleurs.

Si licenciements il doit y avoir, ce sont ceux de ces patrons uniquement mus par l'appât du gain et incompetents pour le reste. Concernant les travailleurs, aucun licenciement ne doit être autorisé sur ce chantier. Emplois et salaires doivent être garantis jusqu'à son terme pour tous ceux qui y travaillent.



BTP : rage patronale contre les grévistes

Les patrons de trois entreprises du BTP (La SRC et la SGMC de Saint-Pierre ainsi que Préfabéton d'Étang Salé) n'ont toujours pas digéré la grève pour l'augmentation des salaires menée par les ouvriers du BTP en avril dernier.

Ils accusent aujourd'hui quatre militants de la CGTR et un militant de la CFDT d'avoir bloqué durant plusieurs jours les accès de leurs usines à béton ce qui leur a fait perdre de l'argent. Ils les ont assigné devant le Tribunal de grande instance de Saint-Pierre et leur demandent de leur rembourser solidairement la coquette somme de 137 461 euros.

La grève d'avril avait eu lieu parce que les patrons du BTP ne voulaient lâcher aucune augmentation de salaire en 2016. Dix jours de grève mobilisant des centaines de travailleurs avaient été nécessaires pour faire un peu reculer les patrons, qui au final n'ont concédé que 1 % d'augmentation lissée sur toute l'année.

Quatre mois après, la procédure engagée contre cinq militants n'a pas d'autre motivation que celle d'intimider les travailleurs qui relèvent la tête et réclament leur dû. Ce sont tous les travailleurs du BTP et leurs organisations qui sont visés. C'est tous ensemble qu'il faut riposter pour faire ravalier sa morgue au patronat.

La droite locale telle qu'elle a toujours été

Dans les primaires de la droite pour les présidentielles de 2017, le président de Région, Didier Robert, a choisi comme candidat Nicolas Sarkozy après avoir misé en avril dernier sur son ancien Premier ministre François Fillon. Fillon encensé hier par Robert aurait perdu les faveurs de ce dernier. Une volteface pas surprenante de la part d'un homme qui cherche à se positionner auprès de celui qu'il espère être le futur vainqueur en 2017.

Le choix de Robert ne porte évidemment pas sur les programmes de ces deux hommes car ils se ressemblent à la virgule près. Tous deux ont gouverné ensemble de 2007 à 2012 et ont porté de sales coups aux classes populaires pour servir leur donneur d'ordre, le patronat.

Quant à Thierry Robert, le député maire de Saint-Leu, il a opté pour Juppé à l'instar de son mentor François Bayrou.

Le CV de Juppé n'est pas moins bardé d'actes et de méfaits contre les travailleurs, notamment en tant que Premier ministre de Chirac de 1995 à 1997 où il s'était illustré avec ses « plans » sur les retraites et la Sécurité sociale qui ont déclenché des grèves d'ampleur. Plongé jusqu'au cou dans l'affaire des emplois fictifs de la mairie de Paris il fut condamné en 2004 à quatorze mois de prison et à un an d'inéligibilité. Il a

ensuite tenté de se faire oublier en partant pour le Canada.

Dans cette primaire à droite ces trois-là, comme les autres en lice, jouent des coudes en se mesurant à l'aune des idées les plus crasses, en particulier contre les étrangers. Sarkozy les dépasse d'une courte tête dans sa hargne et sa volonté de plaire à l'extrême droite. Ses propos sur « le droit du sang », « la présomption de nationalité », etc. se développent sur un terreau nauséabond sur lequel il espère voir se multiplier les voix en sa faveur. Il pourra en tout cas compter sur celle du maire de Saint-André Jean-Paul Virapoullé qui réclame lui aussi « le droit du sang » pour Mayotte mais dont la préférence va pour le moment à Juppé.

Les leaders de droite réunionnais commencent à se positionner derrière leurs poulains respectifs et à jouer les rabatteurs de voix, dans l'espoir sans doute d'obtenir les faveurs de celui qui ira en finale.

Tous ces larbins de la bourgeoisie ont comme objectif celui de permettre aux plus riches de s'enrichir encore plus. Aucun travailleur ne peut être dupe de leur cinéma qui immanquablement aboutira au remake d'un film déjà vu, déjà subi.

Une ministre réunionnaise au gouvernement : les travailleurs n'ont rien à en attendre

La nomination d'Ericka Bareigts au poste de ministre de l'Outremer a déclenché un concert de félicitations appuyées venant des politiciens réunionnais de tous bords : ceux du PS bien sûr, mais aussi de la députée Huguette Bello du PLR, du député centriste du LPA Thierry Robert, des présidents de droite des conseils général et régional, et du CRAN qui, en toute simplicité, qualifie cet événement de « fierté réunionnaise pour cette grande dame attachée aux valeurs de justice et d'égalité »...

Mais le plus révélateur dans ce concert de louanges, ont été les déclarations du syndicat patronal du BTP, la FRBTP, qui salue « sa fine approche des enjeux locaux, sa grande

connaissance des dossiers portés par la FRBTP ». Quant au Medef Réunion, il déclare réitérer sa « volonté de travailler en partenariat étroit (avec la nouvelle ministre) pour promouvoir des solutions innovantes et originales à l'emploi, qui s'appuieront sur l'entreprise pour créer la croissance ».

Les exploiters savent reconnaître les leurs. Les exploités, eux, seraient bien avisés de ne pas tomber dans le piège qui leur est tendu d'applaudir à la nomination de cette politicienne pro-patronale au prétexte qu'elle est noire et réunionnaise. Faut-il le rappeler, Ericka Bareigts a soutenu la politique de Hollande depuis 2012, en particulier la dernière loi Travail qui démolit les droits des travailleurs.

Passeports étudiants non délivrés, les politiciens aux abonnés absents

En cette période de prérentrée universitaire, quelques deux mille étudiants réunionnais s'apprêtaient à prendre l'avion pour se rendre dans les universités métropolitaines. Afin de permettre à tous d'obtenir leurs billets d'avion, un système d'aide financière, le Passeport Mobilité Étudiant (PME) a été mis en place.

Seulement, l'Agence de l'Outremer pour la Mobilité (LADOM) a décidé que les demandes se feraient dorénavant exclusivement par internet. Résultat : 70 % des demandes sont retournées comme « non conformes » obligeant les demandeurs à se déplacer dans les bureaux de LADOM à Saint-Denis pour obtenir leur billet en temps voulu. Pour ne pas arranger la situation, LADOM n'a mis que six employés à la disposition des centaines d'étudiants confrontés à cet imbroglio administratif, en les avertissant qui plus est que leurs billets risquaient de leur arriver sous forme de Spam. La totale !

Face au mécontentement qui commençait à s'exprimer, la préfecture a annoncé mercredi 24 août qu'elle achèterait les billets, reportant à plus tard la présentation des justificatifs. Beaucoup d'étudiants se sont alors retrouvés à camper dans l'aéroport de Gillot pour attendre la délivrance de leur billet. Mais rien n'ayant été programmé dans les temps, les places libres manquaient dans les avions...

Alors que les politiciens réunionnais de droite comme de gauche se targuent de donner à tous les étudiants de l'île les mêmes chances de pouvoir poursuivre leurs études, aucun n'est intervenu pour exiger que l'État dégage immédiatement les moyens nécessaires à leur voyage, à commencer par Ericka Bareigts, la nouvelle promue ministre de l'Outremer, l'ex-secrétaire d'État à l'« Égalité réelle », pour qui cette idée n'a visiblement aucun contenu.

Pesticides : trusts phytopharmaceutiques nuisibles



Une étude réalisée par l'Agence Nationale de Sécurité Sanitaire Alimentation Environnement Travail, fait état de la dangerosité des pesticides sur la santé des agriculteurs.

Les pesticides sont des produits utilisés pour traiter les animaux et les végétaux contre les insectes qui leur sont nuisibles. Si leur utilisation est très ancienne, son intensification, en particulier sous la forme de produits chimiques date d'après la Première Guerre mondiale.

Très vite les entreprises phytopharmaceutiques y ont vu un marché prometteur et se sont lancées dans la recherche et la commercialisation des produits de lutte contre les ravageurs (insectes, champignons, adventices, etc.). Elles ne s'y sont pas trompées car nombre

d'entre elles sont devenues des multinationales brassant des millions, voire des milliards... tout en empoisonnant les utilisateurs et les consommateurs, malgré les contrôles avant et après la mise sur le marché.

La mise en vente de pesticides s'effectue après obtention d'une autorisation de mise sur le marché valable dix ans, et délivrée par le ministère de l'Agriculture, après une procédure d'évaluation des risques effectuées sur la base des propres études et déclarations du fabricant. Bravo l'objectivité et la transparence !

Le suivi des produits, une fois commercialisés, n'est qu'imparfaitement assuré. Pendant longtemps, tous les effets néfastes sur la santé humaine et l'environnement n'ont pas été expliqués, ou ont été cachés à des générations d'agriculteurs, d'ouvriers agricoles et de conseillers agricoles qui ont utilisé ces produits phytopharmaceutiques sans aucune protection. Beaucoup d'entre eux ont découvert très tard, parfois trop tard, l'impact sur leur santé d'une mauvaise ou trop grande utilisation de ces produits à l'origine de nombreuses maladies comme le cancer, la stérilité, la gastrite, etc.

Les fabricants des ces produits s'en lavent les mains et refusent de reconnaître leurs responsabilités. Pour ces multinationales la vie et la santé des agriculteurs, des travailleurs et des consommateurs passent après leurs profits. Heureusement, certaines de leurs victimes, souvent regroupées en associations, ne se laissent pas décourager et intentent des procès. C'est le cas contre la firme américaine Monsanto qui, du 12 au 16 octobre, doit répondre devant le tribunal à La Haye (Pays-Bas) à de multiples chefs d'accusation parmi lesquels la pollution de l'eau, des sols, de

l'air, l'accélération de l'extinction de la biodiversité, la progression de l'épidémie de maladies chroniques évitables.

Ce serait évidemment justice que ces empoisonneurs soient condamnés et payent lourdement pour les désastres dont ils sont responsables, mais aussi et surtout que les contrôles avant et après utilisation de leurs produits soient renforcés et réalisés y compris par des associations, des syndicats ou des regroupements d'utilisateurs.

Du balai !

Le principe d'une cotisation obligatoire à la Sécurité sociale, calculée en fonction des revenus de chacun, est inscrit dans la Constitution. Il est considéré juridiquement comme une obligation qu'aucune loi ne peut contredire. Violer ce principe est un acte criminel, passible du pénal.

À La Réunion, une cinquantaine de petits patrons militent activement depuis plusieurs années pour ne pas cotiser au régime obligatoire de la Sécurité sociale des indépendants, le RSI. Ils ont organisé plusieurs manifestations publiques, avec la complaisance sinon le soutien du président de la CCIR qui a été les rencontrer, du député socialiste Lebreton qui, lors des dernières régionales, leur a ouvertement apporté son soutien.

Madagascar

Corruption et exploitation impérialiste



Madagascar est le deuxième pays dans le monde le plus touché par la famine, après l'Éthiopie. Cette année, près de deux millions de

Forts de cette large tolérance, certains de ces petits patrons voudraient ne plus cotiser pour leurs salariés ce qui, à minima, pourrait avoir comme conséquence de priver ces travailleurs du droit à la retraite, voire de l'accès à la santé, à l'allocation chômage...

L'avidité et l'égoïsme de ces petits patrons qui rêvent de fortune rapide peuvent paraître ridicules. Ils sont comme ces grenouilles de la fable de La Fontaine qui veulent se faire aussi grosses que le bœuf ; « comme tout bourgeois qui veut bâtir comme les grands seigneurs ».

Mais ces petits patrons sont aussi des êtres dangereux. La Révolution Française a balayé le pouvoir des seigneurs, la suivante balayera tous ces parasites du travail humain.

personnes sont concernées par le manque de nourriture dans le sud du pays.

Cette situation perdure depuis bien longtemps sans que le gouvernement malgache soit capable d'apporter des réponses à cette question vitale qui concerne près de 10 % de la population de l'île. Les laissés pour compte de Madagascar ne peuvent, dans ces conditions, compter que sur les aides bien insuffisantes et arrivant souvent trop tardivement, des organisations caritatives et des ONG.

Non seulement le gouvernement malgache n'a nullement la volonté d'apporter ne serait-ce qu'un début de remède à cette situation dramatique, mais cède les meilleures terres à des sociétés étrangères : 3,7 millions d'hectares l'ont été, soit 37 000 kilomètres carrés, soit près de quinze fois la superficie de La Réunion.

La misère et le sous développement de Madagascar ne sont pas fatals. Il fut d'ailleurs un temps pas si lointain où ce pays fournissait La Réunion en viande et en produits frais. Les causes de cette misère sont à rechercher dans la corruption généralisée qui règne, en particulier à la tête de

l'État, dans l'incapacité de la bourgeoisie malgache à développer une politique d'investissements nécessaire pour satisfaire les besoins élémentaires de la population et surtout dans le pillage du pays par l'impérialisme, dont le nôtre.

Meeting de soutien à la candidature de Nathalie Arthaud aux présidentielles de 2017

Faire entendre le camp des travailleurs

Les « candidats à la candidature » se bousculent en vue de l'élection présidentielle. C'est à celui qui sera le plus « antisystème », le plus « nouveau », le plus « à l'écoute des vrais gens ».

Le grand cirque politicien et médiatique a commencé, et il y a quelque chose d'écœurant à entendre ces fabricants de chômeurs expliquer que, grâce à eux, le chômage sera éradiqué.

Tous ces politiciens sont d'anciens ministres, pour certains de très fraîche date. Ils ont démontré qu'ils gouvernaient pour le compte du patronat. Quant à Le Pen, fille de millionnaire qui prétend parler au nom des laissés-pour-compte, elle aspire à la même chose. Ils sont tous dévoués corps et âme au système capitaliste. Face à la crise, ils n'ont pas d'autre politique que celle qui sert les intérêts du grand patronat : accroître la compétitivité et les profits sur le dos des travailleurs.

Choisir parmi ces candidats-là, c'est désigner celui qui piétinera les classes populaires à partir de mai prochain. C'est accepter par avance d'être dupé et sacrifié.

Le monde du travail doit exprimer, dans ces élections, ses préoccupations, ses intérêts et ses

besoins. Contre l'attaque que constituait la loi El Khomri, des centaines de milliers de travailleurs ont eu le réflexe de se défendre et de revendiquer. Ils ont exprimé ainsi le mécontentement profond de l'ensemble de la classe ouvrière.

Il faut que les travailleurs se fassent entendre aussi sur le terrain politique, en affirmant leurs intérêts, à l'opposé de ceux du patronat. C'est pour affirmer l'existence du camp des travailleurs que Nathalie Arthaud sera la candidate de Lutte ouvrière.

**Samedi 15 octobre
à 18h00
à Saint-Denis
Salle Candin**

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE :

**MARCHÉ DE SAINT BENOÎT
SAMEDI 24 SEPTEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT PIERRE
SAMEDI 8 OCTOBRE de 9H00 à 10H30**

**MARCHÉ DE SAINT ANDRÉ
VENDREDI 14 OCTOBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 23 OCTOBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT BENOÎT
SAMEDI 29 OCTOBRE de 8H30 à 10H00**

Dîner Dansant de Lutte Ouvrière

Samedi 15 octobre

À 19h00

À Saint Denis

Salle Candin

**Il est encore temps de réserver vos
places !**

Pour nous contacter :

Ecrire à BP 184 97470 SAINT BENOÎT

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org